

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

**TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B**  
**6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES**

## NOTICE SECURITE INCENDIE

INDICE	DATE	ETAT DU DOCUMENT
1	02/12/2024	Version n°1

# NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

<b>1.</b>	<b>REGLEMENTS EN VIGUEUR .....</b>	<b>3</b>
1.1.	CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION.....	3
1.2.	CODE DE L'URBANISME.....	3
1.3.	ARRETE DU 25 JUIN 1980.....	3
1.4.	ARRETE DU 22 JUIN 1990.....	3
<b>2.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....</b>	<b>3</b>
2.1.	COORDONNEES .....	3
2.2.	PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT.....	4
2.3.	PRESENTATION FONCTIONNELLE .....	4
2.4.	DESCRIPTIF DES TRAVAUX.....	4
<b>3.</b>	<b>DISPOSITIONS A APPLIQUER .....</b>	<b>5</b>
3.1.	DISPOSITIONS COMMUNES AUX ERP (GN1 A GN15).....	5
3.1.1.	Classement de l'établissement (GN1 à GN3) .....	5
3.1.2.	Principe d'évacuation (GN8).....	5
3.1.3.	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants (GN9).....	6
3.1.4.	Application du règlement aux établissements existants (GN10) .....	6
3.1.5.	Stabilité à froid des structures (GN12).....	6
3.2.	DISPOSITIONS GENERALES (PE1 A PE4).....	7
3.3.	REGLES TECHNIQUES (PE5 A PE27).....	7
3.3.1.	Construction, Dégagements, gaines (PE5 à PE12).....	7
3.3.2.	Aménagement intérieurs (PE13).....	9
3.3.3.	Désenfumage (PE14) .....	10
3.3.4.	Installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration (PE15 à PE19).....	10
3.3.5.	Chauffage, ventilation (PE20 à PE23) .....	10
3.3.6.	Installations électriques (PE24).....	10
3.3.7.	Ascenseur, escaliers mécaniques, trottoirs roulants (PE25).....	10
3.3.8.	Moyens de secours (PE26 à 37) .....	11
3.4.	REGLES COMPLEMENTAIRES - LOCAUX RESERVES AU SOMMEIL (PE28 A PE37).....	11

# NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

## 1. REGLEMENTS EN VIGUEUR

---

### 1.1. CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

LIVRE I : Dispositions générales

TITRE II : sécurité et protection contre l'incendie

CHAPITRE II : Dispositions de sécurité relatives aux immeubles de grande hauteur

### 1.2. CODE DE L'URBANISME

LIVRE PREMIER : Règles générales d'aménagement et d'urbanisme

TITRE I<sup>er</sup> : Règles générales d'utilisation du sol

### 1.3. ARRETE DU 25 JUIN 1980

Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public

LIVRE PREMIER : Dispositions applicables à tous les établissements recevant du public

CHAPITRE UNIQUE

### 1.4. ARRETE DU 22 JUIN 1990

Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public

LIVRE III- Dispositions 5<sup>e</sup> catégorie

## 2. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

---

### 2.1. COORDONNEES

**Coordonnées de l'établissement concerné**

TGI DE CHARTRES-BATIMENT B

6 rue du Palais de Justice - 28000 CHARTRES

**Coordonnées de l'architecte**

KOMOREBI Architectes

Mme MERCIER

12, rue Schubert (Esc. 15)

75015 PARIS

Tel : 07.60.97.08.81

**Coordonnées du bureau de Contrôle**

Non désigné

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

### 2.2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Le bâtiment se situe au 6 rue du palais de Justice à Chartres, sur la [parcelle 000 AD 87](#).



### 2.3. PRESENTATION FONCTIONNELLE

Espaces accueillant du public	Espaces dédiés au personnel
<b>SOUS-SOL</b>	
—	Archives/Scellés
<b>RDC</b>	
6 sur 9 bureaux/Hall d'entrée/Sanitaires	9 bureaux/Sanitaires
<b>R+1</b>	
6 bureaux/Accueil/Sanitaires	6 bureaux/Sanitaires
<b>R+2</b>	
5 bureaux/Accueil	5 bureaux

### 2.4. DESCRIPTIF DES TRAVAUX

La demande concerne le réaménagement partiel (Sous-sol /RDC) du bâtiment B du TGI de Chartres.

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

### 3. DISPOSITIONS A APPLIQUER

#### 3.1. DISPOSITIONS COMMUNES AUX ERP (GN1 A GN15)

##### 3.1.1. Classement de l'établissement (GN1 à GN3)

L'effectif maximal du public admis est déterminé suivant la déclaration du maître d'ouvrage ou, à défaut, suivant la densité d'occupation suivante :

Public ouvrage (Déclaration du maître d'ouvrage)	Personnel (Déclaration du maître d'ouvrage)
<b>SOUS-SOL</b>	
0	Sans objet pour la détermination de catégorie (0)
<b>RDC</b>	
5	Sans objet pour la détermination de catégorie (16)
<b>R+1</b>	
8	Sans objet pour la détermination de catégorie (12)
<b>R+2</b>	
0	Sans objet pour la détermination de catégorie (8)
<b>TOTAL</b>	
<b>13 p (Public)</b> <b>&lt; 200 personnes pour l'ensemble des niveaux</b> <b>&lt; 100 personnes par niveau</b>	Sans objet pour la détermination de catégorie (36)

Etablissement Recevant du Public du 2ème Groupe

5<sup>ème</sup> catégorie

Type w

##### 3.1.2. Principe d'évacuation (GN8)

1. Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation :

Du personnel formé à la conduite à tenir en cas d'incendie est présent en permanence.

2. Formaliser dans le dossier prévu à l'article R. 123-22 la ou les solutions retenues pour l'évacuation de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap ;

L'évacuation avec formation du personnel permettra l'évacuation du bâtiment

Le R+1 et R+2 ne reçoivent pas d'UFR.

3. Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurisés ;

Le bâtiment B du TGI ne possède pas d'EAS (les niveaux R+1 et R+2 ne reçoivent pas d'UFR), nous avons toutefois prévu dans ce projet la mise en place de l'aide humaine.

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

4. Créer des cheminements praticables, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés ;  
Les circulations de l'établissement disposent toutes d'au moins 2 Unités de Passage (1,40m), balisées par des blocs d'éclairages de sécurité, permettant de rejoindre aisément une sortie de secours, un escalier.
5. Installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément ;  
Dans les Sanitaires pour les personnes à Mobilité Réduite et bureaux créés, il sera installé un flash lumineux couplé sur le système d'alarme incendie existant.
6. Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente ;  
Les solutions retenues seront annexées au registre de sécurité.
7. Elaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.  
Des consignes d'évacuation seront rédigées et affichées.

### **3.1.3. Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants (GN9)**

Sans objet

### **3.1.4. Application du règlement aux établissements existants (GN10)**

Lorsque des travaux de remplacement d'installation, d'aménagement ou d'agrandissement sont entrepris dans ces établissements, les dispositions du présent règlement sont applicables aux seules parties de la construction ou des installations modifiées.

Les dispositions du règlement seront appliquées aux parties de la construction ou des installations modifiées

Toutefois, si ces modifications ont pour effet d'accroître le risque de l'ensemble de l'établissement, notamment si une évacuation différée est rendue nécessaire, des mesures de sécurité complémentaires peuvent être imposées après avis de la commission de sécurité.

### **3.1.5. Stabilité à froid des structures (GN12)**

Une attestation fournie par un organisme de contrôle agréé relative à la stabilité à froid des structures sera fournie à la Commission de Sécurité lors de la réception des travaux.

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

### 3.2. DISPOSITIONS GENERALES (PE1 A PE4)

### 3.3. REGLES TECHNIQUES (PE5 A PE27)

#### 3.3.1. Construction, Dégagements, gaines (PE5 à PE12)

PE5-Structure patios et puits de lumière :

Observations	Dernier plancher bas <8m <sup>2</sup> / aucune stabilité au feu des structures et planchers haut exigée
<u>Disposition non modifiée</u>	

Disposition non modifiée

PE6-Isolement – Parc de stationnement

Observations	
<u>Sans objet</u>	

PE7-Accès des secours

Observations	—
<u>Disposition non modifiée</u>	

PE8-Enfouissement

Observations	—
<u>Sans objet</u>	

PE9-Locaux présentant des risques particuliers

Observations	<b>§ 1.</b> Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie associés à un potentiel calorifique important doivent être isolés des locaux et des dégagements accessibles au public par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure. Une porte d'intercommunication peut être aménagée sous réserve d'être coupe-feu de degré 1/2 heure et munie d'un ferme-porte.
<u>Disposition non modifiée À l'exception :</u>	
SS_PLAN PROJET : Les archives et Les scellés sont des locaux à risque particulier. <ul style="list-style-type: none"><li>La porte SS_Porte projet_01 sera coupe-feu de degré 1/2 heure et munie d'un ferme-porte. La cloison maçonnerie associée assurera un degré coupe-feu de 1h.</li><li>La porte SS_Porte existante_02 sera transformée pour assurer un degré coupe-feu de 1/2 heure et sera munie d'un ferme-porte. La cloison associée qui sépare le bureau et la circulation 2 sera transformée pour assurer un degré coupe-feu de 1 heure.</li></ul>	

PE10-Stockage et utilisation spécifiques

Observations	—
<u>Sans objet</u>	

PE11-Dégagements

Observations	<b>§ 2.</b> Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions. Les blocs-portes doivent respecter les caractéristiques de l'article CO 44.
--------------	--

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

Les portes coulissantes ou à tambour ne peuvent pas compter dans le nombre d'issues réglementaires sauf si elles sont situées en façade et si elles respectent les dispositions de l'article CO 48.

Dans les établissements ou dans les locaux recevant plus de 50 personnes, les portes donnant sur l'extérieur doivent s'ouvrir dans le sens de l'évacuation.

**§ 3.** Les locaux, les niveaux et les établissements où le public est admis doivent être desservis par des dégagements judicieusement répartis et ne comportant pas de cul-de-sac supérieur à 10 mètres. Des dérogations peuvent être accordées après avis de la commission de sécurité, lorsqu'il s'agit de l'aménagement d'un établissement dans un immeuble existant.

a) moins de vingt personnes :

- un dégagement de 0,90 mètre ;

b) de vingt à cinquante personnes :

- soit un dégagement de 1,40 mètre débouchant directement sur l'extérieur, sous réserve que le public n'ait jamais plus de 25 mètres à parcourir ;

- soit deux dégagements débouchant directement sur l'extérieur ou sur des locaux différents non en cul-de-sac ; l'un devant avoir une largeur de 0,90 mètre, l'autre étant un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire visé à l'article **CO 41**.

Si les locaux sont en étage, ils peuvent être desservis par un escalier unique d'une largeur minimale de 0,90 mètre. Toutefois, cet escalier doit être complété par un dégagement accessoire tel que balcon, échelle de sauvetage, passerelle, terrasse, manche d'évacuation, etc., si le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public est situé à plus de 8 mètres du sol.

c) de cinquante et une à cent personnes :

- soit deux dégagements de 0,90 mètre ;

- soit un dégagement de 1,40 mètre, complété par un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire tel que défini à l'article CO41

**NB :** le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public est situé ~~à plus~~ à moins de 8 mètres du sol > les locaux en étage peuvent-être desservis par un escalier unique.

**NB :** dans la configuration actuelle, une seule porte de 2UP débouche sur l'extérieur dans le sens de la sortie.

- Effectif total admis < 50 personnes (public + personnel)
- Distance à parcourir par le public pour atteindre la sortie <25m

### Disposition non modifiée À l'exception :

- Des portes nouvellement créées qui respecteront les conditions ci-dessus.



## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

### PE12-Conduits et gaines

Observations	Les parois des conduits et des gaines reliant plusieurs niveaux doivent être réalisées en matériaux incombustibles et d'un degré coupe-feu égal à la moitié de celui retenu pour les planchers avec un minimum de 1/4 d'heure, les trappes étant pare-flammes du même degré.
<b>Disposition non modifiée À l'exception :</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>De la gaine créée entre le sous-sol jusqu'aux combles qui respectera les conditions ci-dessus</li></ul>	

### 3.3.2. Aménagement intérieurs (PE13)

#### PE13

<b>Disposition non modifiée</b>	
Observations	<p>En matière de comportement au feu des matériaux, les dispositions du chapitre III, du livre II, titre I<sup>er</sup> sont applicables.</p> <p>Selon AM4 :</p> <p>§ 1. Les parois verticales des dégagements non protégés et des locaux sont classés C-s3, d0 ou en catégorie M2.</p> <p>Selon AM5 :</p> <p>§ 1. Les plafonds des dégagements non protégés et des locaux sont classés B-s3, d0 ou en catégorie M1.</p> <p>§ 3. Les suspentes et les fixations des plafonds suspendus doivent être conçues pour éviter les risques de chute de ce plafond. Sont réputées satisfaire à cet objectif les suspentes classées A1.</p> <p>Pour les suspentes comportant des parties combustibles, il doit être démontré que la présence de ces parties n'entraîne pas d'effondrement en chaîne du plafond avant un quart d'heure.</p> <p>Selon AM7 :</p> <p>Les sols des dégagements non protégés et des locaux sont classés D<sub>FL</sub>-s2 ou en catégorie M4.</p>
<b>Disposition non modifiée À l'exception :</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Des nouveaux aménagements intérieurs qui respecteront les conditions ci-dessus.</li></ul>	

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

### 3.3.3. Désenfumage (PE14)

Observations	<p><b>§ 1. (Arrêté du 22 mars 2004)</b> « Les salles situées en rez-de-chaussée et en étage de plus de 300 m<sup>2</sup> et celles de plus de 100 m<sup>2</sup> situées en sous-sol doivent comporter en partie haute et en partie basse une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire de conduits.</p> <p>La surface utile d'évacuation de fumées doit être au moins égale au 1/200 de la superficie au sol desdits locaux. La surface libre totale des amenées d'air d'un local doit être au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumées de ce local. »</p>
<a href="#">Sans objet</a>	

### 3.3.4. Installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration (PE15 à PE19)

Observations	—
<a href="#">Sans objet</a>	

### 3.3.5. Chauffage, ventilation (PE20 à PE23)

PE20-Généralités

Observations	—
<a href="#">Disposition non modifiée</a>	

PE21-Installations d'appareils à combustions

Observations	—
<a href="#">Disposition non modifiée</a>	

PE22-Traitement d'air et ventilation

Observations	—
<a href="#">Disposition non modifiée À l'exception :</a>	
<ul style="list-style-type: none"><li>De la CTA installée dans les combles pour réguler la ventilation des scellées au sous-sol qui respectera les conditions ci-dessus.</li></ul>	

PE23-Installation de ventilation mécanique contrôlée

Observations	—
<a href="#">Disposition non modifiée</a>	

### 3.3.6. Installations électriques (PE24)

PE24-Installation électrique, éclairage

Observations	—
<a href="#">Disposition non modifiée À l'exception :</a>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Des nouvelles installations électriques et d'éclairage qui respecteront les conditions ci-dessus.</li></ul>	

### 3.3.7. Ascenseur, escaliers mécaniques, trottoirs roulants (PE25)

PE25-Ascenseur, escaliers mécaniques, trottoirs roulants

Observations	—
<a href="#">Disposition non modifiée</a>	

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

### 3.3.8. Moyens de secours (PE26 à 37)

PE26-Moyen d'extinction

Observations

Disposition non modifiée

PE27-Alarme, alerter, consignes

Disposition non modifiée

Observations

Dans les établissements implantés en étage ou en sous-sol, un plan schématique, sous forme d'une pancarte inaltérable, doit être apposé à l'entrée, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Ce plan dit plan d'intervention doit représenter au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement. Doivent y figurer, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides ;
- des organes de coupure des sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme.

Disposition non modifiée À l'exception :

- Du plan d'intervention qui sera mis à jour.

### 3.4. REGLES COMPLEMENTAIRES - LOCAUX RESERVES AU SOMMEIL (PE28 A PE37)

Observations

Sans objet

## NOTICE DE SECURITE INCENDIE

TGI DE CHARTRES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BATIMENT B  
6 RUE DU PALAIS DE JUSTICE - 28000 CHARTRES

Fait à \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_

Le Maître d'ouvrage

Le Maître d'œuvre,

**KOMOREBI Architectes**  
SCOP SARL au capital variable  
12 rue Schubert (Esc.15) - 75020 PARIS  
T. 09 83 59 55 95 - F. 09 57 30 50 92  
522 457 112 00022 - 7111 Z - S 13677

Rappel de l'article R 123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation :

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement